

Appui au développement de la microfinance en Tunisie par l'introduction du microcrédit accompagné et intégré

Thématique principale: Développement économique et appui au secteur privé



Zones Géographiques :

- Le Kef : Gouvernorat entier
- Siliana : Gouvernorat entier
- Tunis : Gouvernorat entier

Informations générales

Budget global	€1,401,692
Budget européen	€1,401,692
Date de début	01/09/2012
Date de fin	31/08/2020
Statut	Archivé

Organisations partenaires

Chef de file

- ADIEI - ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Labels:

Informations

Actualités du projet :

Le projet permettra de financer 3 types d'activités :

Agriculture et élevage : Les petites exploitations ont des sources d'investissement et un savoir technique limité et rencontrent de nombreuses difficultés dans l'accès au marché. Le projet vise à mettre à leur disposition un package : accès au crédit, conseil de gestion, appui technique et accès au marché.

Microentreprises rurales et urbaines: Elles sont portées en priorité par des jeunes. Leur création et développement soutenus par un ensemble de services de formation et d'accompagnement permettent d'offrir un débouché aux diplômés de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle et de freiner l'exode vers le littoral.

Activités génératrices de revenu: Leur développement dans les secteurs du petit commerce, des services et de l'artisanat vise à augmenter les revenus des populations les plus vulnérables en milieu urbain et rural, parfois en complément d'autres activités.

Ces activités jouent un rôle important de stabilisateur social et économique

Présentation du projet :

Le projet vise à créer une société de microfinance servant les petits agriculteurs, les éleveurs et les micro-entrepreneurs des zones défavorisées et du grand Tunis.

Objectifs du projet :

Pour les quatre années à venir, les objectifs sont de distribuer 14500 microcrédits pour l'élevage, 4200 microcrédits accompagnant la création d'entreprises et 11500 microcrédits en secteur informel.

Cette action correspond aux objectifs généraux de relance économique, en permettant le renforcement et la densification d'activités existantes ainsi que le développement de nouvelles activités, portées notamment par les jeunes diplômés dans les zones défavorisées.